

POLITIQUE SUR LES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Comité logement d'aide de Québec Ouest

Article 1 - Objectif de la politique

Dans le cadre de sa mission, l'organisme est amené à détenir, utiliser, entreposer et détruire des renseignements personnels. Nous avons donc décidé de nous doter d'une politique de protection des renseignements personnels, et ce en conformité avec la *Loi sur la protection des renseignements personnels dans le secteur privé du Québec*.

Article 2 - Pourquoi nous recueillons des renseignements personnels?

Nous recueillons des données statistiques tirées de nos interventions, sur nos membres et sur les personnes requérantes d'un logement social afin de connaître et rejoindre la communauté que nous desservons, de cibler ses besoins spécifiques, d'intervenir efficacement et de documenter le nombre d'interventions que nous effectuons.

Les statistiques sont utilisées afin de faire nos redditions de compte au gouvernement, nos demandes de financement et pour illustrer la situation du logement auprès des autorités.

Les coordonnées servent quant à elles aux suivis des dossiers d'intervention et pour notre liste de membres.

Nous devons de même recueillir des renseignements personnels lors d'embauche de personnel pour les différentes modalités gouvernementales et le livre de paie; nous recueillons enfin les informations des personnes siégeant à notre Conseil d'administration à des fins administratives.

Article 3 - Membrariat

Afin d'accomplir sa mission, l'organisme a besoin de l'adhésion des membres. Dans le cadre de ce mandat, l'organisme pourrait vous envoyer une communication indépendante de votre dossier afin de solliciter votre consentement à de devenir membre et/ou de rester informé·e·s de l'évolution de l'organisme.

Article 4 - Quels renseignements personnels recueillons-nous?

Pour les données statistiques tirées de nos interventions, nous recueillons les informations suivantes :

- Genre
- Âge
- Région/arrondissement/quartier
- Catégorie de la problématique de logement
- Type de logement
- Lover
- Hausse de loyer demandé par le locateur
- Nombre d'année d'occupation du logement
- Nombre d'année de détention du logement par le propriétaire

Pour ce qui est des dossiers d'intervention, nous recueillons les informations suivantes :

- Nom
- Numéro de téléphone
- Adresse courriel
- Mode de communication
- Adresse du logement
- Référencement (si une autre entité nous a référé)
- Nombre d'interventions
- Suivi d'intervention

Pour ce qui est de la liste des personnes requérantes d'un logement social, nous recueillons les informations suivantes :

- Nom.
- Numéro de téléphone
- Adresse courriel
- Adresse du logement
- Année d'inscription à la liste
- Composition du ménage
- Type de ménage
- Logement recherché
- Taux d'effort
- Est-ce que le ménage est inscrit sur la liste de l'OMHQ
- Admissibilité à un PSL

Article 5 - Qui peut consulter vos renseignements personnels?

Les tableaux qui répertorient l'ensemble de nos consultations et la liste des personnes requérantes d'un logement social peuvent être consultés par les employé·e·s de l'organisme et les administrateur·trice·s du conseil d'administration. Seuls les résultats statistiques généraux (ex. : moyenne, total d'interventions, etc.) sont utilisés pour les documents officiels de l'organisme.

Pour ce qui est des listes de membres, seuls les employé·e·s de l'organisme et les administrateur·trice·s de l'organisme peuvent les consulter. À votre demande, il est possible que nous échangions des renseignements avec des partenaires.

Article 6 - Comment protégeons-nous vos renseignements personnels?

Les renseignements personnels sont conservés durant une période de deux ans. Si le dossier demeure actif, sa période de conservation peut être prolongée. Nous entreposons les dossiers dans les locaux sous clé, sur les ordinateurs et les disques durs de l'organisme avec mot de passe requis. Enfin, aucun dossier papier ne peut quitter les bureaux de l'organisme à moins que cela soit nécessaire au dossier.

Une fois que le dossier a atteint la date maximale de conservation, il est déchiqueté. Toutes les informations contenues sur des supports numériques sont elles aussi détruites.

Article 7 - Accès aux renseignements personnels et correction de ceux-ci

Si vous constatez qu'une information que nous avons consignée à votre égard est inexacte, vous pouvez nous contacter afin de la faire modifier. Vous pouvez aussi effectuer une demande d'accès à l'information contenue dans votre dossier. Cette demande devra être faite par écrit.

Article 8 - Nos rôles et responsabilités

Nous sommes responsables des renseignements personnels recueillis, conservés, utilisés, communiqués et détruits dans le cadre de l'exécution de notre mission. Nous nous assurons que toutes pratiques en lien avec les renseignements personnels soient conformes à la *Loi sur la protection des renseignements* personnels dans le secteur privé du Québec.

Les employé·e·s de l'organisme ainsi que les administrateur·trice·s sont lié·e·s à la confidentialité dès leur embauche ou élection, à respecter la nature sensible des renseignements personnels et à se conformer à la loi.

Article 9 - Personne responsable

L'organisme désigne une personne responsable de la protection des renseignements personnels. Le nom et le titre de cette personne doivent être publiés sur le site web de l'organisme.

Article 10 - Surveillance et évaluation

Au quotidien, ce sont les employé·e·s de l'organisme qui s'assurent de la mise en place des mesures de la politique sur les renseignements personnels. Advenant qu'un incident en lien avec la confidentialité de votre dossier se produise, l'organisme s'engage à prendre contact avec vous afin de divulguer la teneur de l'évènement.

Le conseil d'administration de l'organisme peut, en tout temps, exiger un rapport sur l'état, les procédures, l'évaluation des risques et les incidents au niveau des renseignements personnels.

Article 11 - Questions ou plaintes

Les utilisateur·trices sont encouragé·e·s à contacter l'équipe de travail pour tout questionnement en lien avec notre politique de confidentialité ou leur dossier.